



Françoise Roche  
Secrétaire générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T F 0153940753  
[FR41@wanadoo.fr](mailto:FR41@wanadoo.fr) / [snca.nat@free.fr](mailto:snca.nat@free.fr)  
[www.snca-nat.fr](http://www.snca-nat.fr)

## **COMMUNIQUE**

### **Question de la violence scolaire : le SNCA e.i.L. Convergence saisit les collectivités**

Reçu ce jour par les services du Conseil Régional de Rhône-Alpes, le SNCA e.i.L. a eu pour la première fois l'occasion d'exposer à une collectivité territoriale son analyse de l'état actuel du système éducatif.

**L'inégalité y est devenue le principe de fonctionnement, générant et cautionnant toutes sortes de violence.** Comble du paradoxe pour l'Ecole, **cela entraîne une désociabilisation de trop de jeunes et remet en cause les fondements laïques et républicains de l'Institution.**

Seule **une réponse sociale cohérente de l'ensemble des acteurs de la communauté nationale** (école, élus locaux, justice, police, ...) est à même de proposer à ces jeunes filles et jeunes gens en perdition l'avenir qui leur est dû comme futurs citoyens et comme futurs travailleurs.

Un corpus législatif et réglementaire existe pourtant, depuis la loi fondatrice de 1881, précis mais très peu appliqué. Par exemple : les lois de 1985 et 1988 sur le fonctionnement des établissements, et récemment la loi de 2005 sur la prévention de la délinquance, la loi Le Pors de 1983, récemment précisée, qui assimile l'injure faite à l'enseignant à l'outrage à magistrat et fait obligation à la collectivité de protéger ce fonctionnaire, même quand il n'est pas dans l'exercice de ses fonctions, mais visé parce que les exerçant, en cas d'agression verbale ou autre. Cette protection est étendue à sa famille.

**Un des principes de la République n'est-il pas de faire appliquer les Lois ? Cela n'est possible que si tous les acteurs précités ont la volonté conjointe de faire vivre la République.**

Cela est d'autant plus urgent que **la libéralisation, la déréglementation, la mise en cause des examens et des diplômes nationaux qui entraîne leur disqualification** – et leur déqualification –, comme c'est le cas avec le bac pro 3 ans qui met par terre le BEP, touchent d'abord, et très fort, les plus fragiles de la population scolaire. Abandonner une qualification

diplômante de niveau V, sous prétexte d'arguments péremptaires mais fallacieux\*, pour un aléatoire diplôme de niveau IV, assorti de « certifications » sans aucune valeur, est-ce cela une politique éducative de progrès ?

Les impératifs de la LOLF, les directives (oukases ?) européennes, l'idéologie commode et dominante de l'égalitarisme conduisent les pouvoirs publics à spolier les élèves les plus modestes des formations et des qualifications dont ils attendent une insertion professionnelle et sociale réussie. N'est-ce pas là un scandaleux déni de démocratie et une attaque supplémentaire contre l'Ecole Laïque ?

Sur la question de la violence à l'Ecole, sur les dommages qui s'ensuivent pour la laïcité, sur les attaques qu'elle accompagne contre la voie professionnelle de formation initiale et de qualification, sur toutes les proférations imbéciles de pédagogistes ou de politiques plus soucieux de leur brillante carrière que de l'intérêt général ou de celui des familles les plus démunies économiquement, socialement, culturellement parlant, le SNCA e.i.L. Convergence ne s'est jamais tu et n'a pas l'intention de se taire. Sa pérégrination pour faire savoir que **le sort de la République et celui de son Ecole sont intimement liés** ne s'arrêtera pas à sa première étape.

Ecully, le 1<sup>er</sup> février 2008

*\*Argument massue des tenants de la disparition du BEP et de l'instauration du bac pro 3 ans : seuls 40 % des lauréats du BEP entreprennent les deux années supplémentaires qui conduisent au bac pro tel qu'il fonctionnait jusque-là. Et la paupérisation de la société ? Et la paupérisation plus grande encore, jusqu'à la misère, des catégories socioprofessionnelles dont est issue la majorité des élèves de LP ? Cela ne jouerait-il pas un rôle dans le décrochage entre BEP et bac pro de jeunes à la recherche d'un travail immédiat permettant de survivre ? L'actuel et dramatique dysfonctionnement de l'Education Nationale pose la question sociale si crûment que pour ne pas la voir chacun met les lunettes roses de la « réforme ». La réforme, c'est aussi mettre à la casse ce dont on ne veut plus. La République est-elle bonne à mettre à la casse ?*